

Perspectives

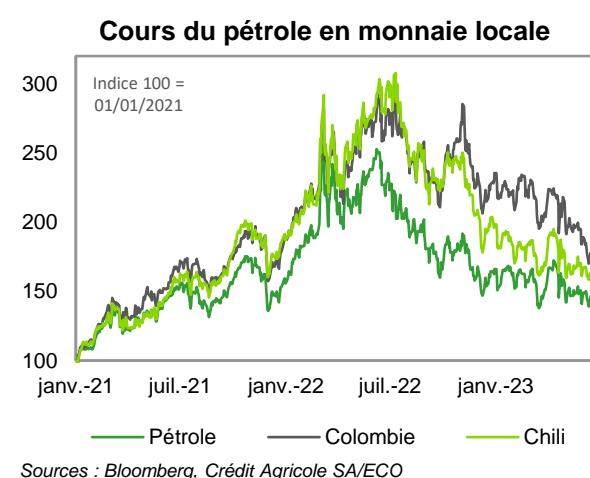
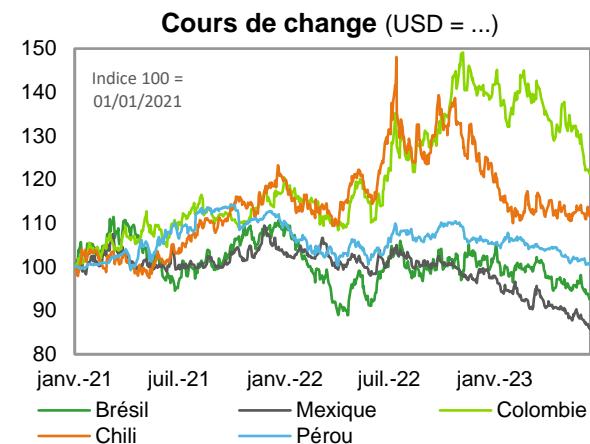
N°23/187 – 28 juin 2023

AMÉRIQUE LATINE – Quelques singularités colombiennes

Dommages causés par la pandémie, guerre en Ukraine, resserrement des conditions monétaires et financières : en 2022, la croissance latino-américaine a évidemment ralenti. Elle a cependant mieux résisté qu'anticipé : une résistance essentiellement motivée par le rebond du secteur des services, couplé à une forte reprise de l'emploi. Si les performances de croissance régionales se sont infléchies¹ (moyenne régionale passée de 7% en 2022 à 4%), la Colombie s'est distinguée en affichant une croissance en repli certes mais encore très soutenue (7,5% en 2022 après 11%). Avec une croissance régionale prévue à 1,6% en 2023, le ralentissement n'épargnera personne (le Chili pourrait même connaître une récession) ; la décélération pourrait être violente pour la Colombie où le taux de croissance avoisinerait 1%.

Principalement motivé en amont par des facteurs d'offre, le pic d'inflation est passé dans tous les pays ici concernés. Si le choc sur le prix des matières premières a été violent (en 2022, à titre d'illustration, le prix du pétrole a augmenté de plus de 60% entre janvier et début mars), son impact a été d'autant plus durement ressenti que certaines devises se sont fortement dépréciées : les pesos chilien et colombien (élections présidentielles portant des présidents de gauche au pouvoir, respectivement, en décembre 2021 et juin 2022).

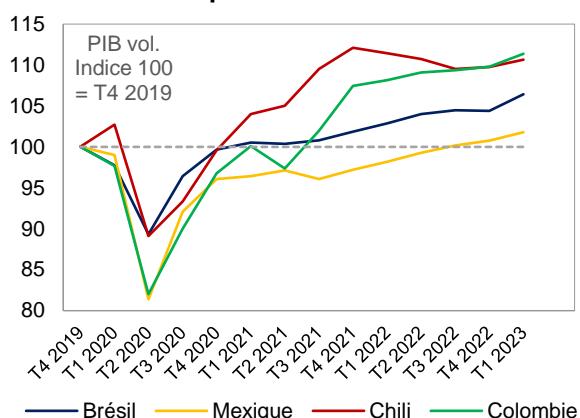
La première phase de la désinflation, la plus « facile », celle du « contre-choc » est achevée ou presque (normalisation des chaînes de production, effet de base favorable lié à la baisse des prix des matières premières). Mais l'inflation sous-jacente liée, en particulier, aux prix des services se révèle résistante et le retour vers les cibles d'inflation des banques centrales est encore éloigné. Plus ou moins éloigné cependant : en fin d'année, si le Pérou peut voir son inflation s'approcher de 4% (cible de 2%), si le Brésil (cible de 3,25%), le Mexique et le Chili peuvent espérer des taux d'inflation approchant ou excédant très faiblement 5%, la Colombie devrait encore être en proie à une inflation élevée (actuellement à 12,4%, attendue vers 8,5% en fin d'année pour, comme le Mexique et le Chili, une cible de 3%). Elle ne devrait converger que très lentement vers son objectif qu'elle excéderait encore largement fin 2024.



¹ Sources : FMI, *World Economic Outlook*, avril 2023.

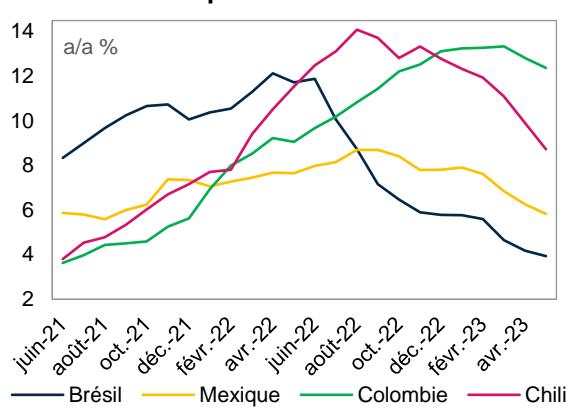
En Colombie, demande interne stimulée puis dépréciation accélérée du peso au second semestre 2022 ont contribué à alimenter l'inflation. Malgré l'augmentation du taux directeur par la Banco de la República (passé de 1,75% en septembre 2021 à 13,25% aujourd'hui), la Colombie a ainsi été le pays d'Amérique latine dans lequel l'inflation a atteint le plus tardivement son pic (13,3% mars 2023). La combinaison d'une inflation encore élevée et d'une politique monétaire destinée à devenir (plutôt que rester) restrictive sont propices à une décélération de la demande interne. Mais, la résistance de l'inflation semble également imputable aux spécificités du secteur de l'énergie sur lesquelles la politique monétaire n'a pas de prise. La forte dépendance à l'égard de l'hydro-électricité, les retards dans la construction d'infrastructures énergétiques et les dangers d'une saison sèche sévère à venir maintiennent les coûts de l'énergie à un niveau élevé, en particulier pour les entreprises les plus exposées au marché au comptant. La pression exercée sur les coûts de l'énergie en amont s'est traduite par une augmentation significative des tarifs pesant sur les consommateurs. Par ailleurs, à partir de 2021, la demande s'est redressée pour dépasser les niveaux d'avant la pandémie, tandis que plusieurs projets d'expansion des capacités de production ont subi des retards importants.

Amérique latine : croissance



Sources : Banques centrales, Crédit Agricole SA/ECO

Amérique latine : inflation



Sources : Banques centrales, Crédit Agricole S.A

En février 2023, le président Gustavo Petro a signé un décret présidentiel lui conférant le droit de réglementer pendant 90 jours les services publics, y compris les compagnies d'électricité, de gaz naturel et d'eau. Il s'agissait essentiellement de prendre des mesures visant à freiner les augmentations des tarifs de l'électricité (en hausse de 22% en 2022). Le décret a été suspendu par le Conseil d'État. Cette « intrusion » étatique a évidemment été critiquée par plusieurs associations professionnelles : la réduction des tarifs d'électricité pourrait nuire à la confiance dans le secteur énergétique et décourager des nouveaux investissements. Or, l'un des grands risques auxquels le système est confronté est le « mismatch » croissant entre la demande et l'offre d'énergie, qui fait grimper les prix de l'électricité sur le marché au comptant et dans les contrats. La situation est donc épingleuse. Or, l'État ne dispose pas de moyens lui permettant de se lancer dans une politique de subventions onéreuses. La situation des finances publiques ne se redresse que lentement (déficit prévu pour 2023 proche de 4,3% du PIB après -6,7% en 2022) malgré des recettes pétrolières satisfaisantes et une réforme fiscale approuvée en novembre 2022. Le déficit courant reste également élevé en dépit de la réduction prévue à 5,1% du PIB en 2023 (-6,2% en 2022).

Article publié le 23 juin 2023 dans notre hebdomadaire [Monde – L'actualité de la semaine](#)

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :

Date	Titre	Thème
28/06/2023	Europe – Le financement de la reconstruction de l'Ukraine au miroir du plan de relance européen	Europe
27/06/2023	Le combat collaboratif, enjeu de la compétition des industries de défense européenne et américaine	Sectoriel
26/06/2023	Parole de banques centrales – La BoE appuie de nouveau sur l'accélérateur sur fond de persistance de l'inflation	BOE
23/06/2023	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
22/06/2023	Chine : quelle réaction face au ralentissement de la croissance ?	Chine
21/06/2023	Royaume-Uni – Le marché du travail met la BoE au défi de poursuivre le resserrement	Royaume-Uni
20/06/2023	Zone euro – Une hausse de la production industrielle en trompe l'œil	Zone euro
19/06/2023	Parole de banques centrales – BCE : pas encore arrivée à destination	Zone euro
19/06/2023	France – Immobilier résidentiel : correction assez nette du marché en 2023	Immobilier résidentiel
16/06/2023	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
15/06/2023	News géoéconomiques	Géoéconomie
15/06/2023	Otan : une réunion à haut risque, en juillet	Géopolitique
14/06/2023	Moyen-Orient & Afrique du Nord – Les pays producteurs de pétrole profitent de la bonne conjoncture pour se désendetter	Moyen-Orient – Afrique du Nord
14/06/2023	France – Réindustrialiser, un enjeu pour la croissance et la souveraineté de l'économie française	France
13/06/2023	Italie – Baisse de la production industrielle	Italie
13/06/2023	Zone euro – Le PIB recule au T1 2023	Europe
09/06/2023	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
08/06/2023	La Hongrie sur le banc des vilains !	PECO - Europe
08/06/2023	News géoéconomiques	Géoéconomie
07/06/2023	Chine – Zones de flou, lignes de faille	Asie
06/06/2023	Italie – L'Istat révise à la hausse la croissance du T1	Italie
05/06/2023	France – Recul de l'inflation en mai, quelles perspectives pour la consommation ?	France
05/06/2023	Webconférence – Avenir de l'Europe / NGEU – Le plan de relance européen : où en est-on trois ans après ?	Europe
02/06/2023	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
01/06/2023	Un perpétuel recommencement	Monde
31/05/2023	Ghana – Le coup de pouce tant attendu du FMI	Afrique sub-saharienne
31/05/2023	Moyen-Orient – Afrique du Nord – L'intégration commerciale régionale est la plus faible au monde, un handicap certain pour le développement	Moyen-Orient – Afrique du Nord
31/05/2023	Thaïlande – Après les élections, place aux négociations	Asie
30/05/2023	Brésil – Risques avérés circonscrits contre menace sourde	Amérique latine

Crédit Agricole S.A. — Direction des Études Économiques

12 place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la Publication : Isabelle Job-Bazille

Rédacteur en chef : Armelle Sarda

Documentation : Elisabeth Serreau – **Statistiques :** DataLab ECO

Secrétariat de rédaction : Véronique Champion

Contact: publication.eco@credit-agricole-sa.fr

Consultez les Études Économiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :

Internet : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com/>

iPad : application [Etudes ECO](#) disponible sur App store

Android : application [Etudes ECO](#) disponible sur Google Play

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributors extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exhaustivité, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.